

Bulletin d'histoire politique

Yves Tremblay, Instruire une armée : Les officiers canadiens et la guerre moderne, 1919-1944, Montréal, Athéna, 2007, 380 p.

Pierre Vennat



Volume 18, Number 3, Spring 2010

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/1054850ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/1054850ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Bulletin d'histoire politique
VLB Éditeur

ISSN

1201-0421 (print)

1929-7653 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this review

Vennat, P. (2010). Review of [Yves Tremblay, Instruire une armée : Les officiers canadiens et la guerre moderne, 1919-1944, Montréal, Athéna, 2007, 380 p.] *Bulletin d'histoire politique*, 18(3), 307–310. <https://doi.org/10.7202/1054850ar>

Tous droits réservés © Association québécoise d'histoire politique; VLB Éditeur, 2010

This document is protected by copyright law. Use of the services of Érudit (including reproduction) is subject to its terms and conditions, which can be viewed online.

<https://apropos.erudit.org/en/users/policy-on-use/>

érudit

This article is disseminated and preserved by Érudit.

Érudit is a non-profit inter-university consortium of the Université de Montréal, Université Laval, and the Université du Québec à Montréal. Its mission is to promote and disseminate research.

<https://www.erudit.org/en/>

Pierre Vennat
Journaliste-historien

Yves Tremblay, *Instruire une armée: Les officiers canadiens et la guerre moderne, 1919-1944*, Montréal, Athéna, 2007, 380 p.

Les Québécois et Canadiens connaissent mal leur histoire militaire, mais nombreux sont les Canadiens qui savent que leur armée a joué un grand rôle dans la libération de la Normandie, de la Belgique et de la Hollande. D'autres savent qu'elle a également participé à la libération de l'Italie et bien sûr, qu'elle a été la victime du raid sanglant de Dieppe en août 1942. Les plus calés savent également que les nôtres ont vaillamment combattu mais ont perdu la bataille de Hong Kong.

Mais rares sont ceux qui savent que cette armée, dont nos politiciens ne manquent jamais de vanter les mérites passés, et qui au moment des victoires de 1945 comptait jusqu'à 700 000 hommes et femmes, ne comptait que 4000 membres réguliers et quelques milliers de miliciens plus ou moins entraînés au déclenchement des hostilités en septembre 1939. Et que si cette armée a réussi des exploits dont on peut, à juste titre, être fiers, cela tient presque du miracle, ses états-majors l'ayant mal préparée, mal entraînés et pour la plupart étant complètement ignorants de la façon moderne de mener la guerre. Et que ce n'est qu'en 1943, à quelques exceptions près, que l'on commença à donner à nos troupes une formation digne d'une armée moderne, capable d'affronter un ennemi qui, lui, avait commencé à se préparer à un conflit d'envergure bien avant le début des hostilités.

Yves Tremblay est historien à l'emploi du ministère de la Défense nationale. Cela n'en fait pas pour autant un chantre de l'état-major présent et passé. Au contraire! D'ailleurs, ceux qui ont lu son récent pamphlet *Plaines d'Abraham*, sur l'égo-mémoire des Québécois savent qu'il n'a pas la langue dans sa poche. Aussi ne faut-il pas se surprendre que dans *Instruire une armée*, une étude sur la formation des officiers canadiens des lendemains de la Première Guerre mondiale jusqu'à l'offensive en Normandie de juin 1944, il ne mâche pas ses mots et n'hésite pas à dénoncer ceux à qui il reproche d'avoir mal préparé nos troupes, au premier plan l'ancien chef d'état-major puis ministre Allan McNaughton.

Le jugement de Tremblay est sans appel: bien des officiers supérieurs canadiens ne maîtrisaient pas l'art de la guerre de leur temps et ne

s'intéressaient pas aux problèmes tactiques ou opérationnels. Il reproche en particulier à McNaughton et à son entourage un manque d'intérêt pour les questions d'entraînement et de tactique.

Malheureusement, plusieurs de ces officiers, du simple fait de l'expansion soudaine de l'armée en septembre 1939, ont occupé trop longtemps des fonctions stratégiques dans l'organisation, comme par exemple le premier commandant de l'école des officiers à Brookville, le colonel R. G. Whitelaw. Cette nomination, affirme Tremblay, preuves à l'appui, sera désastreuse, car sous sa férule l'école reproduisit pendant de longs mois les déficiences du système d'instruction d'avant-guerre, basé sur des stratégies héritées de la Grande guerre, comme si aucune leçon n'était à retenir de l'invasion rapide de la Pologne en septembre 1939 puis de la conquête par les troupes allemandes de la Hollande, de la Belgique et surtout de la France au printemps 1940.

Un de ces fossiles était nul autre que le major général G. R. Pearkes, héros de la Première Guerre mondiale et qui à ce titre, jouissait d'un prestige considérable auprès de l'état-major canadien au début des hostilités. Pearkes s'est montré, jusqu'à la fin, opposé aux nouveautés comme le *battle drill*, qui faisait davantage appel à l'initiative des commandants sur le terrain plutôt qu'à des méthodes traditionnelles du passé, même lorsqu'on l'affecta au commandement d'une division dans l'ouest du pays à défaut d'un commandement au front.

Pourquoi cette résistance? Selon Tremblay, il s'agit peut-être tout simplement « d'une méfiance congénitale de vieux soldats ». Déjà âgé de plus de 50 ans au début de la Deuxième Guerre mondiale, Pearkes était passé de l'ancêtre de la GRC, la « Police montée à cheval », à l'armée en 1915, s'était couvert de gloire dans les tranchées et s'était même mérité la plus haute décoration, la *Croix Victoria (V.C.)*. Il était demeuré dans la Force permanente après la guerre. Comment, se demande Tremblay, ce prestigieux guerrier pouvait-il accepter que des jeunes provenant de la milice lui montrent comment on entraîne un soldat? À ses yeux, tout comme à ceux de McNaughton, d'ailleurs, cela revenait à contester le professionnalisme des soldats de carrière.

Le plus surprenant, c'est que plusieurs années après le conflit, c'est à Pearkes, vieux général retraité de 70 ans, que John Diefenbaker confia, de 1957 à 1960, le ministère de la Défense, avant de le nommer lieutenant-gouverneur de la Colombie-Britannique.

Ces difficultés étaient aggravées du fait que les généraux canadiens de 1939-1945 manquaient cruellement d'expérience de commandement, ne serait-ce que parce que les sept divisions d'infanterie d'avant-guerre n'existaient que sur papier et qu'à aucun moment n'ont été tenues de grandes manœuvres où aurait pu être testé le savoir-faire des généraux et de leurs états-majors. Les généraux de 1943 n'étaient la veille que des

commandants de bataillon, des officiers d'état-major potentiels pour quelques brigades ou des officiers d'armes spécialisées et n'avaient donc l'habitude que de commandements relativement modestes.

Le soir du 31 août 1939, veille du déclenchement officiel de la Deuxième Guerre mondiale, il n'y avait aucun major-général canadien commandant une division, aucun brigadier-général commandant une brigade et aucun état-major à ces niveaux, ni d'ailleurs au niveau du corps d'armée. Plus grave encore, à moyen et long terme, les commandants de bataillon étaient eux aussi mal préparés à affronter un adversaire mieux instruit en tactique et dans l'art de conduire les opérations.

L'expansion rapide de l'armée canadienne jusqu'à 1943 a propulsé vers le haut de nombreux officiers qui n'étaient pas faits pour les grandes responsabilités. On ne centuple pas un corps des officiers sans compromettre des erreurs d'affectation, d'autant plus que les systèmes de sélection et de promotion étaient demeurés imparfaits et que ceux qui étaient chargés d'évaluer et d'affecter les officiers n'étaient souvent guère plus qualifiés. Selon Tremblay, « pour faire mieux, une volonté inflexible de former et de nommer les meilleurs et les plus compétents, et sa contrepartie, l'élimination sans pitié des inefficaces, auraient dû être la règle. Il ne semble pas que dans l'armée canadienne, on pouvait ou voulait agir ainsi ».

Heureusement, quelques bons subalternes ont pu profiter de l'élimination rapide d'officiers supérieurs incompetents pour gravir rapidement les échelons, si bien que l'armée canadienne avait à la fin de 1945, plusieurs bons commandants de bataillons et de brigade, dont quelques-uns poursuivirent une carrière brillante par la suite, comme par exemple Jean-Victor Allard et Jacques Dextraze, qui tous deux devaient terminer leur carrière en tant que généraux d'armée et chefs d'état-major des Forces armées canadiennes.

Au sujet de Dextraze, Tremblay souligne d'ailleurs un fait cocasse et peu connu : en 1941, désireux de devenir officier, il se présenta devant un comité de sélection, qui après l'avoir interviewé, décida qu'il ne possédait pas les qualités nécessaires pour devenir officier ! Heureusement, Dextraze ne lâcha pas prise, revint à la charge quelques mois plus tard et finalement, en 1944, prit le commandement des Fusiliers Mont-Royal et fut promu lieutenant-colonel à 25 ans. Par la suite, il gravit tous les échelons de la hiérarchie jusqu'au poste suprême de chef d'état-major avant de devenir, à sa retraite de l'armée, président des Chemins de fer nationaux. Pas mal pour quelqu'un censé manquer de leadership !

Tremblay explique, de long en large, tous les aléas de la formation des officiers après le premier conflit mondial et durant la période entre les deux guerres, non seulement au Canada mais un peu partout dans le monde occidental, bref aux États-Unis, en Grande-Bretagne, en France et évidemment en Allemagne.

C'est ici que le bât blesse un peu pour le lecteur profane. Le livre est tellement documenté, les exemples foisonnent tellement, les rapports épluchés sont tellement cités, les exemples des réussites et d'échecs tellement nombreux, que le non-militaire ou même le féru d'histoire militaire non spécialiste y perd son latin. Tremblay est tellement méticuleux, a tellement étudié tous les documents que non seulement on ne peut lui reprocher d'avoir oublié quoi que ce soit, mais lui reprocher gentiment d'en avoir trop mis, au risque de perdre en chemin des lecteurs.

Reste que ce livre fera époque dans notre historiographie militaire. Et qu'il aurait intérêt à être traduit en anglais, puisqu'il est bien connu que, si les passionnés d'histoire militaire au Canada français (et il y en a encore même si cette discipline y est bien mal enseignée) sont pratiquement tous bilingues et lisent ce qui s'écrit au Canada anglais, le contraire, hélas!, est peu fréquent.